

Brochure n° 3102

Convention collective nationale

IDCC : 1747. – **ACTIVITÉS INDUSTRIELLES
DE BOULANGERIE ET PÂTISSERIE**

■ *Journal officiel* du 9 février 2010

**Arrêté du 1^{er} février 2010 portant extension d'un avenant à un
accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale
des activités industrielles de boulangerie et pâtisserie (n° 1747)**

NOR : MTST1003184A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 10 février 1994 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 18 décembre 2009, portant extension de la convention collective nationale
des activités industrielles de boulangerie et pâtisserie du 13 juillet 1993 et de
textes la complétant ou la modifiant ;

Vu l'avenant n° 20 du 3 septembre 2009 (barème annexé) à l'accord du
9 avril 1990 concernant les salaires, conclu dans le cadre de la convention
collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 3 janvier 2010 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des activités industrielles de boulangerie et pâtisserie du 13 juillet 1993, tel

qu'il résulte de l'avenant n° 8 du 26 octobre 2006 étendu par arrêté du 30 octobre 2007, les dispositions de l'avenant n° 20 du 3 septembre 2009 (barème annexé) à l'accord du 9 avril 1990 concernant les salaires, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée, sous réserve de l'application, d'une part, des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum interprofessionnel de croissance et, d'autre part, des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail, qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} février 2010.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/50, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).